

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 27 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHARTRES MÉTROPOLE TRAITEMENT VALORISATION

Hôtel de Ville
28000 Chartres

Références : 149/RAPVI/TTa/IC240541/VAT20240451
Code AIOT : 0010000149

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/08/2024 dans l'établissement CHARTRES MÉTROPOLE TRAITEMENT VALORISATION implanté La Mare Corbonne Route de Verneuil 28300 Mainvilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inopinée en horaires décalés

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHARTRES MÉTROPOLE TRAITEMENT VALORISATION
- La Mare Corbonne Route de Verneuil 28300 Mainvilliers
- Code AIOT : 0010000149
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement CMTV est autorisé par l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2018 à exploiter une installation d'incinération de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Mainvilliers.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Prévention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 21/12/2018, article 7.6.5	Demande d'action corrective	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déchets admissibles	AP Complémentaire du 21/12/2020, article 2	Sans objet
2	Origine géographique des déchets	AP Complémentaire du 15/11/2019, article 2	Sans objet
3	Réception des déchets en période nocturne	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 1.2.3.5	Sans objet
4	Propreté	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 2.3.2	Sans objet
5	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 4.1.1	Sans objet
9	Restriction en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
6	Généralités	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 7.2.1	Sans objet
7	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 7.4.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2020, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admissibles
Prescription contrôlée : [...] Les déchets admissibles sur le centre d'incinération sont constitués des déchets non dangereux : <ul style="list-style-type: none"> des déchets ménagers bruts, des déchets d'activités économiques non dangereux (DAEND : déchets issus des entreprises du commerce, de l'artisanat, de l'industrie, des services et des administrations) des refus de tri des collectes sélectives (déchets ménagers, DAEND, encombrants) et des

refus de plate-forme de compostage

- des boues déshydratées de station d'épuration d'eaux usées urbaines (la filière de valorisation agricole doit toutefois être favorisée) ;
- des déchets d'activités de soins, non contaminés, assimilables aux déchets ménagers ;
- des déchets liquides non dangereux, en récipient clos d'un volume maximal de 50 cl, non inflammables, identifiés par les codes déchets suivants :
 - 07 05 14 : Déchets provenant de la FFDU de produits pharmaceutiques - déchets solides autres que ceux visés à la rubrique 07 05 13 ;
 - 07 06 99 : Déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques - déchets non spécifiés ailleurs ;
 - 07 07 99 : Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques issus de la chimie fine et de produits chimiques non spécifiés ailleurs - déchets non spécifiés ailleurs ;
 - 16 03 04 : Loupés de fabrication et produits non utilisés - déchets d'origine minérale autres que ceux visés à la rubrique 16 03 03 ;
 - 16 03 06 : Loupés de fabrication et produits non utilisés - déchets d'origine organique autres que ceux visés à la rubrique 16 03 05.

Est interdite notamment l'admission :

- des déchets industriels spéciaux et des déchets dangereux des ménages ;
- des autres types de déchets liquides, même en récipient clos ;
- des substances explosives ;
- des déchets et issues des abattoirs ;
- des déchets radioactifs.

L'exploitant vérifie que les déchets réceptionnés sont conformes à ceux autorisés.

Visite d'inspection du 21 août 2024

L'inspection des installations classées a pris connaissance du registre des déchets entrants du mois d'août 2024.

Les déchets réceptionnés durant cette période correspondent aux codes déchets suivants : 15.01.06, 15.02.03, 16.02.16, 19.01.02, 19.08.01, 19.08.02, 19.12.12, 20.01.32, 20.01.38, 20.01.99, 20.03.01, 20.03.06 et 20.03.07.

Après vérification, les codes déchets mentionnés dans le registre sont conformes à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020.

Constat : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Origine géographique des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2019, article 2

Thème(s) : Autre, Origine géographique des déchets

Prescription contrôlée :

[...]

L'origine géographique des déchets admis sur l'installation correspond :

- en priorité aux six départements de la région Centre-Val de Loire : Eure-et-Loir (28), Cher (18), Indre (36), Indre et Loire (37), Loir-et-Cher (41) et Loiret (45),
- puis aux départements limitrophes du département d'Eure-et-Loir, situés en dehors de la région Centre-Val de Loire : Eure (27), Orne (61), Sarthe (72), Yvelines (78) et Essonne (91).

Toute modification notable de l'origine géographique indiquée ci-dessus doit être portée avant sa

mise en œuvre à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Visite d'inspection du 21 août 2024 D'après le registre consulté, les déchets réceptionnés durant cette période proviennent des départements suivants : Eure-et-Loir (28), Loir-et-Cher (41), Loiret (45), Orne (61), Sarthe (72) et Essonne (91). <u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réception des déchets en période nocturne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 1.2.3.5
Thème(s) : Autre, Réception des déchets en période nocturne
Prescription contrôlée : L'installation est autorisée à recevoir des déchets en période nocturne dans les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Déchets autorisés : Ordures ménagères • Origine : Centre-ville de Chartres • Nombre de déchargement maximum : 6 (soit 2 véhicules sur 3 rotations) • Tonnage maximum : 35 tonnes/nuit • Période limite : 19heures à 1 heure du lundi au samedi inclus. • [...]
Visite d'inspection du 21 août 2024 D'après le registre consulté, aucune admission de déchets n'a été réalisée après 1h. La provenance des admissions en période nocturne a été vérifiée par sondage : dans le cas d'une réception nocturne, le 12 août 2024 à 22h15, les ordures ménagères proviennent du centre-ville de Chartres. Sur le mois d'août, le tonnage journalier nocturne est respecté. <u>Constat : pas de non-respect constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée : [...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, comme, par exemple, l'entrée du site ou d'éventuels émissaires de rejets, sont l'objet d'une maintenance régulière.
Visite d'inspection du 21 août 2024

Le jour de l'inspection, le site est maintenu en bon état. Aucun dépôt de déchets sur la voie publique n'est constaté.

Constat : Pas de non-respect constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau

Prescription contrôlée :

[...]

Les prélèvements d'eau dans le milieu sont limités aux quantités suivantes :

25 000 m³ pour l'eau souterraine

[...]

Visite d'inspection du 21 août 2024

L'inspection des installations classées constate la tenue d'un registre informatisé concernant les prélèvements d'eau souterraine.

Pour l'année 2024 (jusqu'à fin juillet), le prélèvement est de 9 571 m³. Pour l'année 2023, celui-ci s'élève à 19 864 m³.

Constat : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Restriction en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : [...] 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20% d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; [...]
Visite d'inspection du 21 août 2024 D'après le registre informatisé, pour l'année 2024 (jusqu'à fin juillet) : <ul style="list-style-type: none">• Prélèvement : 9 571 m³• Réutilisation : 5 482 m³ Le site est actuellement situé en zone d'alerte renforcée sécheresse. Cependant, CMTV réutilise 42,72 % de l'eau prélevée. De ce fait, le site n'est pas soumis aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement. <u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation
Prescription contrôlée : Des consignes relatives à la prévention des risques doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : [...] <ul style="list-style-type: none">• les mesures à prendre en cas de défaillance d'un système de traitement et d'épuration• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses,• les moyens à utiliser en cas d'incendie• la procédure d'alerte• les procédures d'arrêt d'urgence
Visite d'inspection du 21 août 2024 Les consignes relatives à la prévention des risques sont situées aux lieux clés de l'installation, à savoir : <ul style="list-style-type: none">• affichées au mur, dans le couloir desservant les bureaux des agents ;• dans plusieurs classeurs qui sont mis en évidence dans la salle de contrôle. Ces classeurs comprennent l'ensemble des éléments nécessaires à la prévention des risques. Pas sondage, l'inspection des installations classées a questionné les agents présents dans la salle

de contrôle afin d'avoir accès aux mesures à prendre en cas de feu de fosse. Un agent, avec l'aide de l'équipe HSE, a pu identifier les mesures à prendre et les a communiquées à l'inspection des installations classées.

Constat : Pas de non-respect constaté.

Afin de fluidifier la recherche d'informations en cas d'urgence, l'inspection des installations classées conseille à l'exploitant de réunir l'ensemble des informations au même endroit dans la salle de commandes. A défaut, un rappel sur la localisation de chaque document est nécessaire pour l'ensemble des agents.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2018, article 74.5

Thème(s) : Autre, Formation du personnel

Prescription contrôlée :

Outre l'aptitude du poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'accident ou accident, et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Visite d'inspection du 21 août 2024

Par sondage, l'inspection des installations classées prend connaissance de la synthèse individuelle des agents présents dans la salle de contrôle (responsable de conduite et responsable de conduite polyvalent). Les formations ainsi que les habilitations reçues par les agents sont cohérentes avec les risques inhérents à l'entreprise.

Constat : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2018, article 76.5

Thème(s) : Risques accidentels, Règles de gestion des stockages en rétention

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention [...]

Visite d'inspection du 21 août 2024

L'inspection des installations classées constate au niveau du local « huile », un stockage, sur une même rétention, des bidons de solution à base d'hydroxyde de sodium (soude) avec des bidons d'acide chlorhydrique.

Constat : Des récipients contenant des produits incompatibles sont associés à une même rétention.

L'inspection des installations classées alerte l'exploitant sur la nécessité de réviser ses affiches d'information présentes dans le local « huile » car les incompatibilités de stockage ainsi que les dangers d'un mélange acide/base ne sont pas mentionnés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 jour